

Initiative Nationale pour le Développement social

Un projet de société démocratique et moderne

Le présent numéro de votre journal est largement dominé par le Conseil des Ministres de mardi et par l'Initiative Nationale pour le Développement social (INSD) lancée par le Président au cours de cette première séance de l'année 2007. Cette initiative destinée à réduire la fracture sociale, à combattre l'exclusion et à faire reculer la pauvreté illustre la volonté du chef de l'Etat de créer une société djiboutienne plus solidaire. Cette initiative part du constat qui indique que de larges franges de la population djiboutienne et des zones entières du territoire national vivent dans des conditions difficiles et parfois dans une situation de pauvreté et de marginalisation. Nous publions ci-après l'intégralité de la déclaration dans laquelle le chef de l'Etat présente ce qui constituera son principal chantier social au cours des trois prochaines années.

" Louange à Dieu, le clément et le miséricordieux,
Que la prière et la Bénédiction soient sur le Prophète,
Sa famille et ses compagnons ".

Monsieur le Premier Ministre ,Mesdames et Messieurs
les Ministres,
En cette première séance du Conseil des Ministres de
l'année 2007, il m'est agréable de vous adresser mes
vœux de bonheur, de paix et de réussite à vous, à
vos familles et à vos proches



Que le Tout -puissant accepte nos prières qui vont
vers celles et ceux qui ont perdu leur vie et notre compassion vers celles et ceux qui ont perdu
leurs proches et leurs biens et ont besoin de notre aide et de notre solidarité agissante.

Si nous sommes tous conscients que dans la vie, l'homme propose et que Dieu dispose, je
voudrais ajouter que son heure est toujours la meilleure car Lui seul a le pouvoir de changer les
temps et les circonstances, Lui le détenteur de la Perfection.

Convaincu de cela, je consacre toutes mes forces pour insuffler à la Nation Djiboutienne que j'ai la
lourde charge de diriger, l'ambition d'emprunter avec détermination la voie d'une nouvelle gestion
au service du projet de société démocratique et moderne afin de mettre en œuvre les changements
politiques, économiques et sociaux qui répondent aux attentes du peuple djiboutien.

Avec votre permission, je rappelle que le projet de société que j'ai proposé à mes compatriotes a
pour fondement ce que la Nation Djiboutienne possède de plus sacré comme constantes en termes
de valeurs, en l'occurrence notre Sainte Religion L'islam, les institutions Républicaines et
l'Indépendance offerte par notre intégrité territoriale.

Cette indépendance, obtenue de haute lutte, ne porte pas seulement sur la possibilité de vivre
dans une société qui garantit à ses membres une intégrité physique enveloppée de la dignité
humaine mais elle leur permet aussi de partager les valeurs de tolérance, de justice et de
solidarité.

Elle permet aussi d'être ouvert à la civilisation de ce millénaire en confortant les liens sociaux sur la
pratique des libertés, de la démocratie et du respect des droits humains.

Ce projet est étroitement lié à l'authenticité Djiboutienne, aux composantes de notre culture et à
notre identité. Ces éléments essentiels de la personnalité djiboutienne constituent les fondements
de la définition de notre projet de société démocratique et moderne.

En effet, nous poursuivons un projet de société qui met le citoyen djiboutien, sa dignité et sa
prospérité au cœur des préoccupations et des politiques afin qu'il confère ses droits à la
citoyenneté, bannisse toutes formes d'exclusion, nourrisse l'espoir, mobilise les énergies et mette
fin à l'attentisme et au désespoir.

La République de Djibouti, en tant que Nation Arabe, Islamique et Africaine incarne les valeurs de tolérance, de solidarité et de dialogue entre les peuples et, aussi, consacre les préceptes religieux comme fondements à ses engagements pour la compréhension et le respect entre les religions. Cette volonté renforce notre détermination à œuvrer pour le rapprochement fraternelle et l'entraide entre les Nations afin de promouvoir une prospérité et un développement des peuples frères.

Pour cela, notre préoccupation et notre pensée sont du côté du peuple frère somalien. Notre position est que le peuple somalien accède à une vie meilleure par la voie de l'instauration d'une paix juste, durable et globale. Le respect de l'intégrité des terres somaliennes et la voie pacifique sont les meilleures armes pour établir un Etat indépendant. Nos efforts s'inscrivent dans cette optique.

Aussi, au niveau régional, notre vision politique est de consolider les relations de coopération et de solidarité entre les peuples afin de faire face ensemble aux défis de la conjoncture économique, politique et de la mondialisation. De ce fait, la République de Djibouti entend redynamiser l'Union des pays de l'IGAD sur des bases saines et, le respect de l'unité territoriale des pays membres.

Monsieur le Premier Ministre, Mesdames, Messieurs

Comme vous le savez, depuis que j'assume la fonction suprême de la conduite de la nation, j'ai toujours porté une attention particulière aux préoccupations de notre peuple dont le but est de répondre économiquement et sociologiquement à ses besoins quotidiens et à ses aspirations pour l'avenir.

Pour cela, permettez-moi de soulever la problématique sociale qui fait défi à la concrétisation de notre projet de société et de développement. En effet, les services sociaux de base ne répondent pas suffisamment aux besoins croissants de la population. De ce fait, une frange de cette population exclue du processus de développement enregistre à charge toutes les conséquences néfastes du chômage, de l'exclusion et de la misère. Cette problématique interpelle la nation dans son ensemble. Par conséquent, j'ai décidé, avec l'aide de Dieu, d'orienter nos efforts vers une nouvelle initiative qui se veut novatrice et ambitieuse, à savoir " Initiative Nationale pour le Développement Social".

Cette initiative s'inscrit dans la vision d'ensemble qui constitue la matrice de notre projet sociétal, bâti sur les principes de démocratie politique, d'efficacité économique, de cohésion sociale et de travail, mais aussi la possibilité de donner à chacun le moyen de s'épanouir en déployant pleinement ses potentialités et ses aptitudes.

C'est dans cette vision équilibrée et portée vers l'avenir que s'inscrivent les réformes fondamentales et les projets structurants que j'ai engagés et qui aujourd'hui ont permis la consolidation de l'Etat de droit, l'élargissement de l'espace des libertés, la promotion des droits de la femme, de l'enfance et des catégories sociales démunies et fragiles.

Des étapes importantes dans le processus de construction d'une économie moderne et performante ont été franchies à travers les différentes politiques économiques sectorielles menées et les programmes de développement régional.

Mesdames et Messieurs,

L'initiative que nous lançons aujourd'hui est une autre pierre qui vient conforter notre édifice social. Elle part ainsi de quatre repères principaux qui constituent son fondement et sa philosophie.

D'abord, elle part d'un constat qui indique que de larges franges de la population djiboutienne et des zones entières du territoire national vivent dans des conditions difficiles et parfois dans une situation de pauvreté et de marginalisation. Ce constat de désarroi est incompatible avec les conditions d'une vie digne et décente que nous souhaitons à nos citoyens.

Une telle situation est, certes, inacceptable. Mais, se contenter d'en établir le diagnostic n'est guère suffisant et n'a réellement d'utilité que s'il se conjugue à une action sérieuse et porteuse

d'améliorations concrètes. De même, toute exploitation politique ou abusive de ce désarroi afin de susciter un sentiment de désespoir dans la société djiboutienne est moralement inacceptable.

Ensuite, notre initiative repose en second lieu sur notre conviction de l'échec des actions de court terme menées pour apporter une solution à cette difficulté sociale.

Pour cela, l'initiative conduit à envisager des mesures sociales qui s'inscriront dans la durée et, de ce fait, suivront par le mécanisme d'adaptation l'évolution de la société vers une transformation sociale des structures adéquates.

Bien évidemment, cette stratégie sociale ne peut se concrétiser que par le biais de politiques publiques intégrées, s'inscrivant dans le cadre d'une entreprise cohérente, d'un projet global où les dimensions politiques, sociales, économiques, éducatives, culturelles et écologiques se conjuguent et se complètent. Ce processus doit non seulement impliquer tous nos citoyens mais les valeurs et les bienfaits louables attendus doivent être imprégnés par tous les Djiboutiens et Djiboutiennes.

Aussi, en veillant à la concrétisation de ce projet, notre souhait est d'élargir les espaces d'opportunités et de choix qui s'offrent à l'homme et à la femme djiboutienne.

Mesdames, Messieurs,

La répartition inégale de la croissance économique qui bénéficie à une catégorie de la population et en laisse une autre dans une situation de misère sociale, nous conduit à travers notre projet à concentrer tous nos efforts afin de réduire ce fossé croissant et d'éviter ainsi le syndrome du glissement pour les plus démunis. Certes, cette croissance économique est insuffisante mais, celle-ci, ne doit pas nous inciter à amoindrir notre motivation et notre détermination à combattre ce fléau social. Pour cela, notre projet ne doit pas être une vision simpliste et un fardeau sur la croissance. Il doit être une ambition et une réalité à mener dans le temps.

Le troisième point de repère de l'initiative porte sur notre ouverture au monde extérieur. Cette participation au processus de mondialisation repose sur notre volonté d'évoluer avec un monde changeant malgré l'imposition du schéma de pensée et le mode de vie sociale et de consommation très différents de nos valeurs. Cette perception de la réalité nous offre des perspectives à venir et, pour cela, tous les Djiboutiens sont conviés à y prendre part dans une démarche collective et dans un souci d'intérêt général.

Enfin, le quatrième point de l'initiative part du constat des modèles sociaux entrepris dans les autres pays qui imposent non seulement la rigueur dans les objectifs à réaliser mais l'assiduité continue et acharnée dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Cette stratégie doit reposer sur une approche de développement global.

Mesdames, Messieurs,

Partant de ce constat, nous lançons aujourd'hui notre Projet qui se décline sous le signe de la citoyenneté réelle et agissante. Elle procède d'une démarche résolument novatrice et d'une méthodologie d'action qui allie ambition, réalisme et efficacité. Aussi, ce projet se traduit par des programmes pratiques, bien définis et intégrés.

Trois axes sont ainsi définis dans cette initiative :

- d'abord promouvoir l'accessibilité aux services sociaux de base par le renforcement des politiques sociales en matière d'éducation, de santé, d'énergie et de logement. De même, il y a lieu de favoriser le développement des infrastructures routières, culturelles et sportives ;
- ensuite, restructurer l'appareil productif national afin de créer l'emploi nécessaire et suffisant pour éradiquer la pauvreté et réduire le chômage, notamment des jeunes. Pour cela, la prise en compte du secteur informel dans le débat national sur l'emploi doit relever d'une initiative non seulement gouvernementale mais aussi des différents acteurs de la politique de l'emploi ;

- enfin, apporter une assistance aux personnes en grandes vulnérabilités, ou aux besoins spécifiques pour leur permettre de subvenir à leurs besoins quotidiens et de sortir de l'isolement en s'intégrant dignement dans la société.

Mesdames, Messieurs,

Pour réaliser ce projet, le gouvernement doit contourner les difficultés d'insuffisances de moyens matériels et financiers. De ce fait, des critères objectifs d'urgence accompagnent ce projet pour déterminer les bénéficiaires à titre prioritaire.

Ainsi, le premier objectif de la première étape du projet consiste à améliorer le niveau social des localités les plus pauvres du monde rural, des quartiers pauvres en milieux urbains et périurbains où sévissent les manifestations les plus alarmantes de l'exclusion sociale, du chômage, de la délinquance et de la misère.

Ensuite, le projet doit progressivement permettre la création et le renforcement des structures d'accueil existant tant en qualité qu'en capacité pour venir en aide aux personnes en situation de détresse sociale, tels les enfants abandonnés, les femmes démunies, sans soutien et sans abri, les vieillards et les orphelins livrés à eux-mêmes.

Certes nos moyens matériels et financiers sont limités mais la résignation n'est pas notre devise. Notre foi inébranlable en notre génie national, notre potentiel de créativité sont nos véritables atouts pour parvenir aux objectifs que nous avons fixés à cette initiative vitale.

Afin d'assurer constance et efficacité dans la mise en œuvre de cette Initiative et de concilier d'une part, la contrainte inhérente à la durée limitée de chaque mandat parlementaire ou gouvernemental et, d'autre part, la nécessité de pérenniser cette initiative de portée nationale, nous avons fixé un échéancier pour sa mise en œuvre en l'échelonnant sur le court, moyen et long terme.

Sur le court terme, je demande à Monsieur le Premier ministre de veiller à ce que le gouvernement s'attelle à donner corps à cette nouvelle initiative, dans sa première phase sous forme de programmes et de projets intégrés tangibles sur le terrain. Il lui appartient de soumettre à notre haute appréciation, dans un délai de trois mois, un plan d'action complet répondant aux objectifs de l'initiative.

Sur le moyen terme, il incombe à la classe politique d'intégrer la dimension de cette initiative dans la perspective des échéances partisanes et électorales à l'horizon 2008. Le but est de concrétiser cette initiative, eu égard à ses objectifs de développement qui sont en centre des préoccupations quotidiennes du peuple et constituant ainsi la pierre angulaire pour la réhabilitation de l'action politique.

Sur le long terme, ma grande ambition qui est aussi celle de nos concitoyens est de hisser les indices de développement humain de notre chère patrie à un niveau comparable à celui des pays comme le nôtre.

Soulignant le caractère national et global de cette initiative, je donne mes instructions au Premier ministre pour qu'il la soumette au Parlement dans le cadre d'une séance spéciale afin qu'elle recueille tout l'appui qu'elle requiert.

De manière générale, nous appelons le gouvernement à adopter une démarche d'écoute et de concertations avec toutes les forces vives de la nation, en l'occurrence les partis politiques, les syndicats, les collectivités locales, les organisations de la société civile et le secteur privé, mais aussi les citoyens avisés ayant à cœur de s'impliquer dans l'action du développement.

Nous l'appelons aussi à adopter un plan d'action fondé sur les principes de bonne gouvernance, à savoir la responsabilité, la transparence, les règles de professionnalisme, la large participation des citoyens, l'intégration et la rationalisation des établissements et organismes publics, ainsi que le suivi et l'évaluation permanente des réalisations.

Sur le plan du financement, nous avons décidé que l'initiative nationale pour le développement social soit adossée à des ressources pérennes et substantielles inscrites au budget général de l'Etat.

A cet égard, il importe de mettre fin aux palliatifs et aux demi-mesures qui sont aussi inefficaces qu'éphémères. Le financement de l'initiative doit être effectué selon un mécanisme financier spécifique apte à garantir la viabilité des ressources et un assouplissement efficient des procédures de mise en œuvre.

Nous voulons insister qu'à cet égard, le financement ne fera l'objet d'aucune augmentation d'impôt ou charge fiscale, ni pour le citoyen ni pour l'entreprise.

L'initiative nationale pour le Développement Social devra conduire à la promotion d'une véritable ingénierie sociale nécessaire soutenue par des ressources humaines qualifiées et par des mécanismes d'observation vigilante et objective des phénomènes de pauvreté et d'exclusion.

Monsieur le Premier ministre, Mesdames et Messieurs les ministres,

L'initiative Nationale pour le Développement Social n'est ni un projet ponctuel, ni un programme conjoncturel de circonstance. C'est un chantier de mandature, ouvert en permanence.

Il ne s'agit pas non plus d'un changement de cap ou d'une remise en cause de l'échelle des priorités. Il s'agit plutôt d'une réaffirmation tangible de notre engagement par rapport aux discours et diverses politiques sectorielles dans le domaine de la valorisation du capital humain, du renforcement de la compétitivité de l'économie nationale, de la promotion de l'investissement, du secteur privé et de l'exportation.

A cet égard, nous soulignons une fois de plus, le rôle déterminant de la mise en œuvre optimale de la réforme du système d'éducation et de formation en tant que levier capital de mobilité et d'intégration sociale. Aussi, il est important d'exprimer le besoin pour notre pays de disposer d'une stratégie d'action maîtrisée à long terme en encourageant le développement rural effectif et une exploitation judicieuse et optimale de nos ressources agricoles.

Tenant fermement au devoir de solidarité à l'égard du monde rural pour pouvoir faire face aux situations pressantes consécutives à des années de sécheresse, nous réaffirmons la nécessité pour le gouvernement de prendre les mesures d'urgence qui s'imposent pour surmonter la conjoncture actuelle.

Mesdames, Messieurs

Telle est la voie qui fera de la République de Djibouti une nation vivante et un pays en marche. Tel est le projet noble autour duquel Nous appelons, au-delà des clivages et des calculs étriqués, à l'adhésion et à la mobilisation de tous.

Imprégné de la culture d'évaluation et de la nécessité de tous les acteurs d'être comptables de leurs actes dans l'exercice de leur fonction, culture que Nous souhaitons ancrer dans la gestion de la chose publique, nous nous donnons rendez-vous dans les trois années à venir pour faire le bilan de cette nouvelle initiative et, ainsi, mesurer les changements palpables et positifs au niveau de la société djiboutienne.

Nous nous devons tous de prendre l'engagement ferme d'œuvrer sans relâche en vue d'arracher les catégories et les régions défavorisées à l'emprise de la pauvreté, de l'exclusion et du sous-développement afin de réaliser le développement humain durable qui constitue le véritable combat de la République de Djibouti d'aujourd'hui et de demain. Je vous remercie de votre attention

Ismail Omar Guelleh (Président de la République)